



MESSAGE AU CONSEIL GENERAL

relatif à la modification de la migration du logiciel informatique communal

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal a l'avantage de soumettre à votre examen et à votre approbation le message concernant la modification de la migration globale de l'outil informatique communal.

I. HISTORIQUE ET SITUATION

A titre de rappel, la Commune utilise deux logiciels métiers principaux (Urbanus et GFI) liés à deux partenaires romands, respectivement Data Consulting SA et Ofisa SA. Ce choix était lié au fait que, lors de leur mise en vigueur, les prestataires ne possédaient pas l'entier des modules informatiques nécessaires à la bonne marche communale : dès lors, nous avons pris Ofisa SA pour le contrôle des habitants et la comptabilité, et Data Consulting SA pour tout le reste, via une interface qui relie les programmes.

Ofisa SA a décidé d'arrêter le développement respectivement le support de son programme GFI. Le choix s'est donc porté naturellement sur une extension d'Urbanus, dont le prestataire a développé ces dernières années les modules manquants du contrôle des habitants et de la comptabilité. La migration de la comptabilité s'est faite au 30.04.2016 et celle du contrôle des habitants qui devait se faire en automne 2016 a été reportée pour des raisons que nous explicitons ci-après.

L'ancien chef de service des finances et responsable informatique, parti en retraite à fin mai 2016, connaissait la complexité d'Urbanus et les problèmes majeurs rencontrés lors de chaque mise à jour. Pour résoudre les problèmes connus, il utilisait d'autres programmes informatiques, opération qui engendrait un travail supplémentaire car une double saisie des données était nécessaire. En regard du volume des données, cette manière de faire, à la fois obsolète et coûteuse, nécessitant de nombreuses heures de travail inutiles, n'est plus viable sur le long terme.



La migration effectuée au 30.04.2016 a nécessité de mettre tous les modules Urbanus à jour. En effet, notre programme était basé sur des versions qui dataient de plusieurs années. Le résultat de cette migration s'est avéré catastrophique : pertes de données, écritures bloquées entre les modules, factures d'impôts jamais imprimées, erreurs dans les saisies de factures fiscales, omissions diverses, pour ne citer que quelques exemples. La cheffe du Service des finances et son service se sont vus dans l'obligation d'affronter ces difficultés en y consacrant une part importante de leur temps de travail afin de réaliser tous les contrôles nécessaires pour valider les éléments de la reprise et assurer le bon fonctionnement du travail comptable qui devait en suivre.

Force est de constater que plus nombreux sont les contrôles, plus les découvertes sont importantes. La migration du contrôle des habitants a été suspendue, le temps d'analyser la situation sur le manque de fiabilité du programme. Le fait de n'utiliser plus qu'Urbanus pour la facturation, le suivi des débiteurs et les salaires, par exemple, a permis d'identifier des « buggs », soit au niveau du paramétrages soit à celui de la conception du programme Urbanus. Par conséquent, il y a lieu de procéder à une nouvelle mise à jour pour chaque correction, laquelle n'est jamais testée par son auteur, ce qui a pour effet que, à chaque passage, de nouveaux « buggs » font surface, ou d'anciens qui avaient été réglés se manifestent à nouveau (la liste des problèmes Urbanus a été discutée avec la Commission informatique). Autrement dit, Data Consulting SA fait évoluer son programme Urbanus sur le temps dévolu par notre personnel et sur nos finances communales.

Cette situation n'est plus acceptable, car il n'appartient pas au client de veiller à la fiabilité du programme mais bien au prestataire, éditeur du logiciel de l'en assurer. Malgré de nombreuses demandes officielles la situation ne change pas. De plus, la solution Urbanus n'est pas compatible avec les normes comptables MCH2 qui, tôt ou tard, entreront en vigueur pour les collectivités publiques, de sorte qu'il sera nécessaire de passer par une refonte du logiciel pour gérer les nombreux comptes collectifs. Les problèmes récurrents vont inmanquablement refaire surface.

Du 1^{er} mai et jusqu'au 31 décembre 2016 nous estimons à 700 heures le temps de travail des collaborateurs qui a été nécessaire au suivi des corrections du programme Urbanus et le temps de contrôles supplémentaires des données. Cette charge a été assurée par le personnel du Service des finances.

Sans vouloir s'étendre plus en détail sur ces problèmes, le Conseil communal a pris la décision d'étudier une solution adaptée au besoin de notre Commune.

Les divers problèmes et solutions ont été présentés à la Commission informatique, qui a effectivement constaté que cette solution Urbanus non seulement ne répond pas aux besoins de notre Commune, tant au niveau de la fiabilité que des coûts extraordinaires engendrés par la conception de la solution informatique, mais semble totalement inadéquate en l'état, à tout le moins vu que le prestataire s'est montré totalement incapable de remédier aux problèmes constatés ou à empêcher d'autres de se produire.

A titre d'exemple, la plate-forme informatique actuellement en fonction à Villars-sur-Glâne coûte plus de Fr. 100'000.00 par année. Cf. ci-dessous.

II. COUTS 2016 DE MAINTENANCE URBANUS + GFI + GED

Programme	Maintenance contrat annuel	Honor. suppl. facturés 2016	Estimation solde honoraires	Total TTC
Urbanus	Fr. 25'429.00	Fr. 32'368.00 (janvier-octobre)	Fr. 10'000.00 (novembre-décembre)	Fr. 67'797.00
GFI	Fr. 19'451.00	Fr. 4'271.00	Fr. 00.00	Fr. 23'722.00
ELO GED	Fr. 11'960.00			Fr. 11'960.00
Total TTC	Fr. 56'840.00	Fr. 36'639.00	Fr. 10'000.00	Fr. 103'479.00

Choix d'une nouvelle plate-forme

La situation du marché en matière de logiciels communaux est assez restreinte puisque 4 éditeurs se partagent le territoire suisse : 2 en Suisse allemande, et 2 en Suisse romande, dont Data Consulting SA. Le 2^{ème} prestataire romand est le Groupe T2i, fort de 5 sociétés implantés sur VD, VS et France, employant notamment 70 développeurs. Leur programme, CITIZEN, est le logiciel utilisé par toutes les communes du Grand Fribourg, Bulle et d'autres petites communes. Ce programme, donnant entière satisfaction aux communes utilisatrices, a été retenu par le Conseil communal.

La gestion électronique des documents est intégrée dans chaque module particulier, contrôle des habitants, finances etc. Dès lors, le Conseil communal souhaite utiliser le solde du crédit de Fr. 200'000.- accordé par le Conseil général pour la mise en place de la gestion électronique des documents pour l'implémentation de cette nouvelle plate-forme Citizen qui couvre également les besoins en gestion électronique des documents.

Les coûts consentis dans le projet de gestion électronique des documents ne sont pas perdus. La totalité des modifications conceptuelles pour la mise en place de cette gestion électronique des documents et du hardware pourront être repris et utilisés sans coût supplémentaire.

Dans le projet exposé ci-dessous sont compris les modules suivants T2i : contrôle des habitants, caisse, débiteurs, créanciers, services industriels (facturation de l'eau), facturation diverse, impôts, comptabilité générale (y c. budget et planification financière), tableaux de bord, salaires, cadastre, GED et Xpert Meeting. Ces modules correspondent aux besoins de notre administration pour réaliser toutes les tâches indispensables au fonctionnement de notre commune.

Toutefois, afin de pouvoir poursuivre la procédure de recouvrement après la mise en poursuite, il est nécessaire d'acquérir un logiciel supplémentaire, appelé Cash-In, car le programme de base s'arrête à l'émission de la mise en poursuite.

Il a été prévu, dans une première phase, de procéder à la location des licences (Fr. 38'800.00) pour une année. Par la suite, nous pourrions soit continuer avec une location, soit faire l'achat des logiciels pour un montant de Fr. 235'418.40 TTC avec une rétrocession de Fr. 38'800.00 correspondant à la location de la première année.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'ensemble des coûts avec et y compris la reprise des données, les paramétrages et la formation de l'ensemble de notre personnel.

Economie escomptée

Nous avons vu précédemment qu'avec la solution actuellement en place, le coût de maintenance annuel dépassait les Fr. 100'000.00. Tout en étant conscients qu'il est difficile de garantir des coûts de maintenance d'une plate-forme informatique de cette ampleur, les informations reçues et corroborées par d'autres communes de la région nous permettent de penser pouvoir réduire de presque Fr. 40'000.00 les coûts annuels qui se répartissent comme suit :

Coût de maintenance contractuelle annuelle dès 2018

Programme	Maintenance contractuelle annuelle	Estimation honoraires complémentaires	Total TTC
Citizen	Fr. 49'204.80	Fr. 10'000.00	Fr. 59'204.60
Cash-in	Fr. 5'869.80	Fr. 1'000.00	Fr. 6'869.80
Total TTC	Fr. 55'074.60	Fr. 11'000.00	Fr. 66'074.40

Planification

Malgré une planification serrée, nous sommes prêts à démarrer immédiatement la migration pour éviter des coûts inutiles liés au maintien de la solution informatique actuelle.

III. INVESTISSEMENT

Détail des coûts

Citizen : location annuelle des licences	Fr. 38'800.00
Citizen : maintenance annuelle	Fr. 45'560.00
Citizen : installation	Fr. 10'545.00
Citizen : paramétrage et formation	Fr. 61'620.00
Citizen : reprise des données	Fr. 93'240.00
Citizen : gestion de projet	Fr. 26'400.00
Cash-In : achat licences modules « contentieux » finances et service social	Fr. 27'200.00
Cash-In : installation, paramétrage, formation et interface Citizen	Fr. 7'040.00
Cash-In : gestion de projet	Fr. 3'519.00
Citizen : honoraires gestion de projet avec Cash-In	Fr. 1'500.00
Sub-total	Fr. 315'424.00
+ TVA 8 %	Fr. 25'234.00
Total I	Fr. 340'658.00
+ Divers et imprévus	Fr. 9'342.00
<u>Total II du projet TTC</u>	Fr. 350'000.00 =====

Par conséquent le Conseil communal soumet à votre approbation le projet de changement complet de la plate-forme informatique de la Commune en utilisant le solde du crédit disponible pour la gestion électronique des documents et un crédit complémentaire de Fr. 150'000.00

Montant GED budgétisé investissement 2017	Fr. 200'000.00
Montant supplémentaire nécessaire à la réalisation du projet	Fr. 150'000.00
<u>Total investissement informatique</u>	Fr. 350'000.00 =====

IV. CHARGES FINANCIERES

Demande de crédit	Fr. 150'000.00
Amortissement de 15% sur Fr. 150'000.00 selon l'article 53 du Règlement du 28 décembre 1981 d'exécution de la loi sur les communes	Fr. 22'500.00
Intérêts de 2% sur Fr. 150'000.00	Fr. 3'000.00
Total des charges financières annuelles	Fr. 25'500.00 =====

V. PROPOSITION

Afin de changer l'intégralité de la plate-forme informatique, le Conseil communal vous propose d'approuver ce message et vous invite à l'autoriser à recourir à l'emprunt de Fr. 150'000.00 pour couvrir les coûts ainsi qu'utiliser les Fr. 200'000.00 restant du projet pour la gestion électronique des documents.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, à l'assurance de notre parfaite considération.

Approuvé par le Conseil communal
dans sa séance du 14 février 2017

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Secrétaire


Emmanuel Roulin



La Syndique


Erika Schnyder